

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 2 juin 2023.

Enfin une bonne nouvelle. A leur place, par précaution j'annulerais les J.O. !

À Roland-Garros, plus aucun Français sur 28 après 2 tours, le pire bilan depuis 55 ans - Le HuffPost 2 juin 2023

Faites-moi disparaître cette misère qu'on se saurait voir.

Face à la pénurie d'hébergement en région parisienne, le président des banquiers (Macron) à proposer la création de « SAS régionaux » pour clochards. A la veille des JO on nous dit que le but affiché serait de "*rééquilibrer l'effort de solidarité à travers le territoire national pour répondre à la pénurie d'hébergement en région parisienne*", bref, faire disparaître les déchets de leur système économique, les éloigner de la capitale et des grandes villes où se dérouleront les jeux du cirque moderne.

Et pour bien faire et être sûr qu'ils ne se volatilisent pas dans la nature, et surtout qu'ils ne retournent pas d'où ils viennent, il est prévu de les confiner ou séquestrer, une fâcheuse manie dans ce pays, c'est ainsi que "*ces centres pour sans-abri d'un genre nouveau, plus qu'à de l'hébergement d'urgence, ressemblent davantage à des lieux de privation des libertés, gardiennés et clôturés, est-il précisé.*" (Le HuffPost 30 mai 2023)

J-C – Le même problème qu'avec les "*migrants*" va se trouver poser à la population et aux élus des communes qui seront sélectionnés pour recevoir ces miséreux, "*l'État va reporter la misère vers des collectivités qui n'auront pas davantage de moyens d'accueil ni d'insertion pour y faire face*", c'est Le HuffPost et non moi qui le dit.

Eloigner ces malheureux du morceau de trottoir ou le squat où ils se sont réfugiés, du quartier où ils ont leurs habitudes, va accroître leur désarroi et leurs difficultés pour survivre.

Le HuffPost - Même quand on est sans abri, on a des habitudes de vie, des réseaux de solidarité auxquels on s'accroche. Partir ailleurs, cela ne s'improvise pas. Un tel projet suppose un travail de dentelle, un effort de conviction qui prend du temps.

Enfin, un tel objectif nécessite une association étroite des élus locaux. L'hébergement d'urgence relève certes des compétences de l'État. Mais l'installation d'un centre d'hébergement, pour qu'elle soit réussie, nécessite que les élus locaux soient impliqués dans les choix qui sont faits. Autant de conditions qui, aujourd'hui, ne sont pas remplies. Le HuffPost 30 mai 2023

Ils vous oppriment et ils veulent vous rendre fou, ce sont eux qui l'avouent, mieux, ils s'en vantent !

Dépression, privations... Ce que l'inflation fait subir aux Français - LePoint.fr 1 juin 2023

Des chiffres alarmants. Dans une étude publiée ce jeudi 1er juin pour le site MonPetitForfait, l'Ifop a étudié les différents effets de l'insécurité financière engendrée par l'inflation, située en mai à 5,1 % sur un an, sur la population française. Les chiffres révélés par l'enquête « *montrent que l'anxiété financière des Français, loin d'être un sentiment irrationnel, est bien le fruit d'une dégradation réelle de leur pouvoir d'achat non sans conséquence inquiétante sur leur corps comme sur leur esprit* », indique l'institut de sondage.

Plus de la moitié des Français interrogés déclare avoir rogné sur leur budget alimentaire au cours des douze derniers mois pour des raisons financières contre 29 % en 2007. Ainsi, ils se retrouvent contraints de « *sauter des repas régulièrement ou occasionnellement* » (en hausse de 7 points depuis juin 2022). Pour 28 % des personnes sondées, sauter un repas est une pratique « régulière. » Les sondés assurent majoritairement (66 %) que leur situation financière s'est fortement dégradée par rapport à l'an dernier.

Une santé mentale inquiétante

Si l'inflation est synonyme de privation chez certains Français, elle est également une source d'anxiété, de dépression et de pensées suicidaires. « *La flambée actuelle des prix ne conduit pas qu'à rogner les conditions de vie matérielles des Français les plus pauvres* », elle fragilise aussi leur santé mentale, explique l'étude de l'Ifop. « *Les troubles anxiodépressifs étant bien plus fréquents dans la fraction de la population la plus en difficulté financièrement, quel que soit l'indicateur retenu.* » Les personnes en difficulté financière sont ainsi celles qui affichent des niveaux de détresse largement supérieurs à la moyenne. (Et des problèmes de santé aussi « *supérieurs à la moyenne* », c'est moi qui le rajoute, cela tombe sous le sens. – J-C)

Après le prélèvement des dépenses « *contraintes* » sur les comptes bancaires (loyer, électricité...), 31 % des Français se retrouvent avec un « *reste à vivre* » de moins de 100 euros sur leur compte en banque. 10 % d'entre eux sont même à découvert. Ce chiffre bondit chez les personnes le plus en détresse : 47 % des personnes interrogées souffrant de « *pensées suicidaires* » arrivent avec moins de 100 euros le 10 du mois. LePoint.fr 1 juin 2023

J-C - Conclusion ou solution salutaire à adopter : C'est le régime en place qu'il faut "suicider", liquider.

Ils ont l'art de vous prendre pour des cons.

En famille chez les influenceurs malfaisants.

La loi visant à encadrer les influenceurs adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale - BFMTV 31 mai 2023

J-C – Vous avez remarqué qu'ils sont tous abrutis au dernier degré, et que les femmes ont l'air de putes ?

Ouf, la démocratie existe encore !

J-C - Quels mauvais acteurs, quels scélérats !

Retraites: la Nupes quitte la commission et accuse la macronie d'être "un danger pour la démocratie" - BFMTV 31 mai 2023

En voilà une surprise !

Retraites : les députés votent contre l'abrogation du recul de l'âge de départ à 64 ans proposée par Liot - Journal du Dimanche 31 mai 2023

Totalitarisme. Le régime français fait du zèle

Désinformation : un ministre français menace de bannir Twitter de l'Union européenne - leJDD 29 mai 2023

Twitter, le réseau social détenu par Elon Musk, a annoncé qu'il allait quitter le code européen « *de bonnes pratiques* » contre la désinformation en ligne, lancé en 2018. Pourtant, à partir du 25 août 2023, la loi sur les services numériques entre en vigueur.

Sur franceinfo, ce lundi matin, le ministre chargé de la Transition numérique et des Télécommunications, Jean-Noël Barrot, a prévenu que le réseau social serait « *banni de l'Union européenne s'il ne se conforme pas à nos règles* ».

Même si le ministre délégué a reconnu que Twitter « *joue un rôle important dans le débat public* », « *la désinformation est une des menaces qui pèse sur notre démocratie [...] On ne peut pas prendre le risque que notre débat public soit affecté* », a-t-il affirmé.

Cette nouvelle loi sur les services numériques prévoit notamment « *l'obligation de retirer les contenus illicites* » et « *l'interdiction des publicités ciblées sur les mineurs* ». Jean-Noël Barrot a prévenu que les plateformes qui ne respecteront pas ces règles risqueront des amendes allant jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires mondial des entreprises, soit « *environ 300 millions d'euros pour Twitter* ».

Un régime toujours plus policier, répressif, liberticide.

Conduite sous stupéfiants: Borne annonce que les sanctions seront "sans doute renforcées" en juillet - BFMTV 28 mai 2023

Régime totalitaire et fabrication du consentement. Au fait 81% qui ne les ont pas élus ?

Violences envers les élus : 81% des Français sont favorables au renforcement des sanctions, selon notre sondage Odoxa -Publicsenat.fr 29 mai 2023

Selon le baromètre politique d'Odoxa, réalisé par Mascaret pour Public Sénat et la presse quotidienne régionale, plus de 8 Français sur 10 sont favorables au renforcement des sanctions pénales pour des violences faites aux élus. Près de 2/3 des Français estiment que la sécurité des élus locaux n'est pas suffisamment assurée. Publicsenat.fr 29 mai 2023

Totalitarisme. Big Brother vous surveille. Un régime en fin de règne aux abois toujours plus liberticide.

Reconnaissance faciale : une proposition de loi censée écarter « tout risque d'une société de surveillance » - Publicsenat.fr 1 juin 2023

C'est une question de sécurité publique et de libertés individuelle qui occupe la Haute assemblée depuis déjà quelques mois. Publicsenat.fr 1 juin 2023

J-C - Il faudrait être fou pour les croire, après qu'ils eurent piétiné les libertés individuelles pendant trois ans sur fond de dictature sanitaire...

La loi justice permet de transformer les téléphones en mouchards, dénonce la Quadrature du Net - Le HuffPost 1 juin 2023

La Quadrature du Net a mis en garde mercredi 31 mai sur la possibilité pour les enquêteurs judiciaires d'activer à distance les appareils électroniques d'une personne à son insu, prévue par le projet de loi justice. L'association y voit une « *une grave atteinte à l'intimité et une surenchère sécuritaire* ».

L'article 3 du projet de loi pour une justice « *plus rapide* » porté par Éric Dupond-Moretti, qui sera examiné à partir du 6 juin au Sénat, prévoit la possibilité nouvelle pour les enquêteurs d'activer le téléphone portable ou tout autre appareil connecté d'une personne à son insu en vue de capter du son ou des images. Il limite cependant cette possibilité aux crimes et délits passibles de plus de 5 ans d'emprisonnement.

Cela permettra par exemple d'activer le micro ou la caméra d'un téléphone ou d'un ordinateur, même s'ils ne sont pas allumés, pour filmer ou écouter les alentours, explique la Quadrature du Net, ou encore de géolocaliser un conducteur via le système électronique de sa voiture. Les enquêteurs pourraient aussi utiliser d'autres appareils connectés, allant des téléviseurs aux babyphone et aux assistants vocaux, en passant par les montres ou trottinettes connectées, avertit l'association.

Les avocats ulcérés

« Techniquement, les policiers exploiteront les failles de sécurité de ces appareils pour installer un logiciel qui permet d'en prendre le contrôle et transformer vos outils, ceux de vos proches ou de différents lieux en mouchards, précise l'association de défense des libertés sur Internet. Si ce texte était définitivement adopté, cela démultiplierait dangereusement les possibilités d'intrusion policière, en transformant tous nos outils informatiques en potentiels espions ».

Cette possibilité a également été dénoncée mi-mai par le Conseil de l'Ordre du barreau de Paris, pour qui « *il constitue une atteinte particulièrement grave au respect de la vie privée qui ne saurait être justifiée par la protection de l'ordre public* ». « *En outre, le projet n'interdit pas (...) l'écoute des conversations dans son cabinet, entre l'avocat et son client, même si leur transcription est prohibée. Il s'agit-là d'une atteinte inadmissible et contraire au secret professionnel et aux droits de la défense* », a insisté le Conseil de l'Ordre.

« *L'article 3 de la LOPJ suscite de graves inquiétudes quant à l'atteinte aux droits et libertés fondamentales (droit à la sûreté, droit à la vie privée, au secret des correspondances, droit d'aller et venir librement). C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des parlementaires à œuvrer pour la suppression de ces dispositions* », conclut La Quadrature du Net. Le HuffPost 1 juin 2023

Twitter en accès libre.

- Démocratie paravent : en utilisant tous les moyens à sa disposition pour passer en force ses politiques libérales, l'exécutif prend un tournant que les chercheurs n'hésitent plus à qualifier d'autoritaire. (Politis)
- Des manifestant ayant participé à des concerts de casseroles à Dijon commencent à recevoir des amendes de 68 euros réalisées sur la base d'images de vidéosurveillance pour "*Emission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme.*" (France Bleu)
- Charge des gendarmes, gaz lacrymogène et interpellations à Millau contre des manifestants à l'occasion du déplacement de trois ministres pour les asises des petites villes de France
- (26 mai) Au rassemblement écologiste contre l'AG de Total, des policiers ont lancé une bombe lacrymogène et gazé les militants pacifistes, nassés et assis au sol. Ils les ont ensuite dirigés vers l'avenue Hoche. Des coups de pied ont été donnés par les forces de l'ordre.
- Interrogés par Mediapart, des préfets s'émeuvent du fonctionnement hyperviolent de la CRS8, une unité spéciale que Gérard #Darmanin a créée en 2021 et qu'il utilise directement depuis son ministère ! Elle est visée par une enquête judiciaire...
- "*Emmanuel Macron et les autorités indépendantes : ses potes à tous les postes !*", titre Libération. Depuis 2017, le PR a placé plusieurs de ses soutiens à la tête d'instances censées exercer un -contre-pouvoir sur l'exécutif...
- "*On n'a peur de rien*", assure la députée macroniste Aurore Bergé, interrogée ce matin sur BFMTV. Hier, l'opposition a accusé la minorité présidentielle d'être dans "*une dérive mafieuse*" en faisant tout pour empêcher le vote des députés sur la réforme des retraites.
- Réforme des retraites : la lauréate de la Palme d'Or Justine Triet a dénoncé la répression du mouvement social et l'aveuglement du pouvoir. Interrogée sur BFMTV, la ministre de la Culture s'en prend à la réalisatrice en pointant son "*fond idéologique d'extrême gauche*".
- Tandis que la réforme des retraites est rejetée par 93% des actifs, Elisabeth Borne estime que la proposition du groupe LIOT [qui vise à abroger la très contestée réforme du PR] est un « *manque de respect* » vis-à-vis des Français. (déclaration)

- Tandis que la minorité présidentielle fait tout pour empêcher les députés de voter la proposition du groupe Liot sur l'abrogation de la réforme des retraites, 71% des Français déclarent être en faveur de la tenue d'un vote à l'Assemblée nationale sur ce texte. (Elabe)

- *Abrogation de la réforme des retraites* : "Nous ferons tout pr que ce débat n'ait pas lieu", assure la sec. d'État Charlotte Caubel sur Public Sénat. "On ne peut pas prendre le risque d'aller au vote. Il faut à tout prix l'éviter", ajoute un cadre macroniste à Mediapart.

- Régression démocratique à l'Assemblée : la fuite en avant du pouvoir ! L'opposition dénonce les "magouilles" et "la dérive mafieuse" de l'exécutif.

- Députés remplacés pour avoir des pro-réforme des retraites, sous amendements mis de côté, prise de parole réduite... La situation dérape en commission des Affaires sociales. L'ex-min. de la Justice Urvoas évoque "un jour qui contribuera à l'affaïssement de l'Assemblée".

- Abrogation de la réforme des retraites : en soutien à la macronie, Les Républicains ont remplacé une député LR présente en commission des Affaires sociales par une autre députée plus favorable à la réforme. Objectif : aider l'exécutif à empêcher tout vote à l'Assemblée.

- Après avoir utilisé les articles 47-1, 49.3 & 44.3, l'exécutif pourrait bientôt activer l'article 40 [via la présidente de l'Assemblée, une manœuvre totalement inédite] pour empêcher les députés de voter l'abrogation de la réforme des retraites.

- Le Sénat a adopté en commission des lois une proposition de loi autorisant dans certains cas le recours à la reconnaissance biométrique dans l'espace public en temps réel et a posteriori senat.fr

- La CGT, Sud et la FSU révèlent que des cadres de l'administration animent des formations payantes dispensées par un organisme privé dont le but est d'indiquer aux employeurs les façons de parer aux actions de l'inspection du travail. (L'Humanité)

- Financement de milices armées en Centrafrique ? Soupçonné de complicité de crimes contre l'humanité, le géant français du vin & de la bière, le groupe Castel, propriétaire des magasins Nicolas, est visé par une enquête du parquet antiterroriste.

- C'est un secret bien gardé à Bercy : le montant des aides publiques dont bénéficient les entreprises. Il représente près d'un tiers du budget de l'État, selon un rapport. 160 milliards d'€ par an, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans.

- (31 mai) Des manifestations et émeutes éclatent en Mauritanie suite à la mort d'un jeune dans un commissariat après son interpellation. La situation est hors de contrôle dans plusieurs villes. Les autorités pourraient imposer un couvre-feu et couper internet dans les prochaines heures

Les voilà qui volent au secours de Borne !

Olivier Faure pour le PS : "*S'il y a décivilisation c'est celle du président*" sur Twitter le 30 mai.

"Comment le président ose recadrer Élisabeth Borne, fille rescapée des camps, parce qu'elle a rappelé la filiation idéologique de l'extrême-droite!?"

J-C - Si on est juif ou qu'on est rescapée d'un camp, on est forcément quelqu'un de bien, comme le président ukrainien néonazi par exemple ou le gouvernement israélien d'extrême droite qui martyrise les Palestiniens.

Aurélien Taché, député écologiste : "*Partez Élisabeth Borne. Restez dans l'Histoire comme celle qui a refusé de voir un président aussi cynique qu'inculte normaliser l'extrême-droite*".

J-C - On croyait qu'il allait dire : Restez dans l'histoire comme celle qui a repoussé... l'âge du départ à la retraite à 64 ans, mais non !

Alexis Corbière pour LFI sur Twitter : "*C'est pourtant factuel, le FN fut fondé en 1972 par des pétainistes*", pas uniquement, tous les courants se réclamant du trotskysme furent animés par des militants qui venaient du PC ou des jeunesses communistes, et on ne se penchera pas sur ce qu'ils sont devenus plus tard, journalistes dans des médias mainstream, fonctionnaires au PS ou aux Etats-Unis idéologues du courant néoconservateur...

Bref, il aurait mieux fait de la fermer les opportunistes de service. Mais bon, c'est bien qu'ils montrent aux militants ce qu'ils ont dans le ventre ou qu'ils soutiennent Borne à qui Macron vient de renouveler sa confiance.

Ce n'est pas nous qui leur ferions confiance !

En famille à l'extrême droite.

- Le RN « héritier de Pétain » selon Borne...

J-C - Disons, Renaissance héritier de Thiers !

En famille, Roussel (PCF) vice-ministre de l'Intérieur de Macron.

J-C - Cadet Rousselle a une épée,

Cadet Rousselle a une épée,

Très longue, mais toute rouillée,

Très longue, mais toute rouillée,

On dit qu'ell' ne cherche querelle,

Qu'aux moineaux et qu'aux hirondelles.

Ah ! Ah ! Ah ! oui vraiment,

Cadet Rousselle est bon enfant.

Immigration : « Nous travaillerons avec monsieur Darmanin », annonce Fabien Roussel - Journal du Dimanche 28 mai 2023

Au lendemain de la réponse de Gérard Darmanin aux LR sur le projet de loi immigration, « *Chiche, travaillons ensemble* », le secrétaire national du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, a promis : « *Nous travaillerons avec monsieur Darmanin sur le texte de loi, le parti communiste fera des propositions et nous les défendrons.* ». « *Travaillons à obtenir le consensus le plus large sur ce sujet* » a appelé Fabien Roussel dans Le Grand Rendez-vous d'Europe 1, Les Échos et Cnews. Journal du Dimanche 28 mai 2023

J-C – « *Chiche* », « *consensus* » avec un ministre de l'intérieur fascisant, collaboration avec l'ennemi, le PCF n'est pas à cela près :

Rappel.

Le 26 juin 1940, Jean Catelas et Maurice Tréand, tous deux membres du comité central du PCF adresseront la requête suivante à Otto Abetz, ambassadeur d'Adolf Hitler dans la France occupée par les troupes du régime nazi : « *Nous demandons l'autorisation de publier L'Humanité sous la forme dans laquelle elle se présentait à ses lecteurs avant son interdiction par Daladier au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique.* »

Dès le 17 juin, trois jours après l'entrée de la Wehrmacht dans Paris et cinq jours avant la signature de l'armistice, la direction clandestine du PCF a décidé de prendre contact avec les Allemands.

Le 14 juillet 1940, dans *L'Humanité* clandestine, on lit ces lignes : « *Fraternité franco-allemande. Les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient. Nous en sommes heureux.* »

(Source : https://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2007/09/14/01006-20070914ARTMAG90416-juin_la_negociation_secrte.php

https://www.lemonde.fr/societe/article/2006/12/09/quand-le-pcf-negociait-avec-les-nazis_843769_3224.html

https://www.jstor.org/stable/3778153?oauth_data=eyJlbWFpbiCI6ImpjdGFyZGllTE5NTVAZ21haWwuY29tIiwiaW5zdGl0dXRpb25JZHMlOltfdQ&seq=2

Ne serait-ce pas déjà le monde dans lequel nous vivons depuis pas mal de temps ?

« *La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader.* »

Un système d'esclavage où, grâce la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude ... » Aldous Huxley, Le Meilleur des Mondes.

L'avant-garde du mouvement ouvrier préféra le nier ou s'enfermer dans un déni ravageur, parce que ce constat était dénoncé et instrumentalisé par des intellectuels antimarxistes, proches ou ayant adhéré au PC dans les années 60-70. C'est ainsi qu'on se retrouva privé d'une critique du régime en place qui nous aurait été forte utile pour le combattre aussi sur le plan psychologique et idéologique.

Il va de soi que cette société de la consommation et du divertissement dénoncée par Baudrillard, Debord, Bourdieu, Cuscard, etc. exerçait une puissante influence sur le comportement de la classe ouvrière et des militants, la laisser agir sur ces derniers, c'était prendre le risque de les laisser se fourvoyer sachant qu'ils étaient déjà très vulnérables, au point de les perdre un jour les uns après les autres...

Il était relativement facile de ne pas tomber dans le panneau des différentes interprétations qu'en donnaient les intellectuels critiques de cette époque, puisqu'ils s'en tenaient comme toujours ou presque à des concepts qui privilégiaient la métaphysique ou l'existentialisme pour décrire la réalité au détriment des faits et leurs interactions, sans remonter à leurs origines... Et quand ils y faisaient référence, c'était pour s'en écarter aussitôt, afin de préserver le système de pensée qu'ils avaient érigé et qui leur servait de boussole, avec lequel ils s'identifiaient, où leurs croyances ou délires pouvaient s'épanouir librement à la manière des philosophes ou des sociologues...

Totalitarisme. Inversion accusatoire. Nous sommes tous visés par ces tyrans.

Roger Waters visé par une enquête en Allemagne, après avoir porté un costume jugé trop nazi - Le HuffPost 26 mai 2023

J-C - Que lui reprochent-ils ? De ne pas être "*consensuel*", c'est-à-dire, pro sioniste d'extrême droite, pro nazi ukrainien.

Le compositeur de Wish You Were Here ou encore du morceau Money n'est pas à sa première prise de position non consensuel. Membre notamment du mouvement BDS qui milite pour le boycott pur et simple d'Israël, il a récemment eu des déclarations pour le moins anti conformiste sur la guerre en Ukraine : « *Il n'est pas vrai que l'invasion russe de l'Ukraine ait été non provoquée* », avait notamment lancé l'ex-Pink Floyd le 8 février devant le Conseil de sécurité de l'ONU, où il avait été invité par la Russie à s'exprimer.

Pour cette tournée en Europe This Is Not A Drill, le musicien illustre aussi sa prestation par des extraits de violences policières commis partout dans le monde.

La police allemande a déclaré avoir ouvert une enquête suite au concert de Roger Waters, cofondateur du groupe des Pink Floyd, le 17 mai dernier à Berlin. « *Nous enquêtons sur des soupçons d'incitation à la haine car les vêtements portés sur scène sont susceptibles de glorifier ou de justifier le régime national-socialiste et de troubler la paix publique* », a souligné à l'AFP un porte-parole de la police, Martin Halweg.

Parmi les éléments reprochés au chanteur britannique : sa tenue à un moment du concert, lorsqu'il a un manteau un peu spécial pour incarner le nazi pour le morceau The Wall sorti en 1982. Une veste décorée d'un brassard à l'avant-bras qui ferait allusion, selon la police, à la tenue des SS.

Plus tard dans son concert, il en a profité pour dénoncer à la fois les juifs morts pendant l'Holocauste tout en pointant la mort de la journaliste américo-palestinienne Shireen Abu Akleh, tué par l'armée israélienne.

Ce parallèle entre les morts et cette tenue n'a apparemment pas plus aux Allemands ainsi qu'au gouvernement israélien. Le ministère israélien des Affaires étrangères a ainsi reproché ce mercredi à Roger Waters d'avoir « *souillé la mémoire d'Anne Frank et des six millions de Juifs assassinés pendant l'Holocauste* ».

Depuis, une manifestation contre le déroulement de son prochain concert le 28 mai prochain à Francfort a été annoncée, « *à l'appel de la communauté juive locale et du parti des Verts notamment* ». Les autorités de Francfort ont de même essayé de faire annuler le concert de Roger Waters par voie administrative. Mais cela a été annulé par le tribunal au nom de la liberté d'expression. Le HuffPost 26 mai 2023

Pour les esclavagistes modernes une vie ne vaut rien, sauf pour ceux qui en calculent la valeur et en tirent profit !

J-C - Vous vous disiez peut-être encore, que Tardieu abusait vraiment dans ces causeries, quand il prétendait que ceux qui gouvernent ou postulent au pouvoir étaient viscéralement mal intentionnés envers le peuple et qu'il ne pouvait pas en être autrement... Et bien je crois que lorsque vous aurez lu les lignes suivantes, vous serez parfaitement convaincu que leur cynisme ou immoralité, leur cruauté est établie et sans limite. Slate est un porte-parole de Davos.

Quelle est la valeur statistique d'une vie? - Slate.fr 31 mai 2023

J-C - Dès la première phrase vous allez percevoir à quel point leur conception de l'homme, de la société ou du monde est sordide, tout le reste sera à l'avenant.

Slate - Les dépenses publiques pour réduire la mortalité doivent-elles tenir compte de l'âge? Par exemple, à la suite d'une intense vague de chaleur ou d'une violente épidémie, convient-il d'éviter d'abord le décès d'enfants, d'adultes ou de vieilles personnes? Dit autrement, pour un budget donné, doit-on chercher à sauver le plus grand nombre de vies possibles, sans opérer de distinction d'âge parmi elles, ou sauver le plus grand nombre d'années de vie possibles en privilégiant la population qui bénéficie d'une espérance de vie plus longue car plus jeune?

La question est vivement débattue chez les économistes.

Nous préconisons de compter selon les années de vie gagnées –donc selon l'âge– lorsque les aléas frappent avant tout les personnes âgées, comme dans le cas des canicules ou du Covid-19. Rappelons qu'en France, 86% des décès de la canicule de 2003 et 83% des décès de l'épidémie du SARS-CoV-2 ont affecté des personnes de 70 ans et plus.

Qu'est-ce que la «*valeur statistique d'une vie*» ?

Un instrument d'aide à la décision publique.

J-C - Leur régime économique est basé sur le principe hautement moral ou humaniste, que dis-je, philanthropique suivant, qui consiste à déterminer qui doit être soigné et vivre, et qui doit mourir en fonction du coût qu'il occasionne à la société.

Slate - Nous devons revenir à quelques notions et principes de base du calcul économique. Afin de mieux répartir les dépenses publiques pour sauver des êtres humains, l'économie appliquée a besoin de chiffres. Pour décider quelles actions mener contre les accidents de la route ou contre le tabagisme, il est nécessaire de comparer leurs coûts aux bénéfices en matière de vies humaines épargnées.

Pourquoi proposons-nous d'opter en faveur d'une valeur tenant compte de l'âge?

J-C - Une affaire comptable ou d'épicier.

Slate - Les personnes âgées ayant moins d'années à vivre devant elles, le passage d'une comptabilité en valeur d'une vie perdue à une comptabilité en année de vie perdue conduit à retenir proportionnellement moins de projets de réduction du risque de mortalité en leur faveur.

J-C - Pour eux les générations ne sont pas égales entre elles, certaines ont plus de valeur que d'autres, il faut en privilégier certaines au détriment des autres. Il ne vous étonnera pas que celles qui présentent le moins d'intérêt à leurs yeux coûtent plus qu'elles ne rapportent, parce qu'elles sont sorties du cycle de la production, elles sont trop vieilles pour travailler, donc elles ne produisent plus la plus-value que le capitaliste empoche, elles ne méritent plus de vivre en somme ou peu importe qu'elles soient maltraitées !

Slate - Le choix d'une valeur ou d'une autre relève ainsi d'un souci de justice intergénérationnelle, soit celui de privilégier les vieilles générations soit celui de privilégier les jeunes générations.

J-C - Que la santé de la population fasse l'objet d'un calcul mercantile sordide, se marchande, leur paraît tout à fait normal.

Slate - L'évitement de décès de personnes ayant franchi ou s'approchant du cap de la vieillesse n'est pas acceptable s'il peut seulement être obtenu en coûtant des vies à ceux qui en sont loin. Une telle situation apparaît quand la société s'est fixé un budget contraint pour les dépenses de santé et de sécurité civile.

Quelle valeur du coût d'une année de vie en moins évitée choisir?

J-C - Voici celle qu'ils ont retenue.

Slate - La valeur d'une vie en fonction de l'âge prend approximativement la forme d'un U renversé. Elle augmente rapidement au cours des jeunes années, se stabilise à l'âge adulte et diminue plus ou moins vite au cours de la vieillesse. La forme précise du U renversé et donc la valeur d'une année de vie selon l'âge, qui n'est plus constante contrairement à la première méthode, diffère cependant beaucoup selon les études.

Nous recommandons que la présentation des résultats pour évaluer telle ou telle dépense publique soit accompagnée d'une étude de sensibilité au taux d'actualisation et courbes de U renversés choisies.

J-C – C'est donc le critère ignoble que l'Etat devrait retenir selon ces représentants de Davos. Tant que votre productivité est censée augmenter vous pourriez bénéficier de notre relative

La bienveillance intéressée qu'ils sont prêts à accorder à votre santé dépendra de la courbe de votre productivité au cours de votre vie. Elle sera soutenue jusqu'aux alentours de 50 ans, puis elle déclinera progressivement jusqu'à disparaître quand vous partirez à la retraite, à ce stade vous serez devenu improductif, un déchet encombrant tout juste bon à être réduit en compost !

Slate - Notre proposition doit être discutée et débattue au-delà des experts de la question et de l'administration. Il ne s'agit pas d'un choix technocratique. Les citoyens doivent y être associés et en délibérer.

J-C - Et à quoi les citoyens devraient-ils être associés, devinez, à délibérer sur leur propre sort tels des bourreaux !

Slate - L'État ne peut pas consacrer exclusivement son budget à sauver des vies humaines. Il est important d'estimer s'il convient de dépenser un peu plus pour prévenir les maladies cardiovasculaires que pour les soigner, pour lutter contre l'alcool et l'héroïne, ou encore pour réduire les accidents de la route et d'avion. L'enjeu est d'épargner le plus de vies possible avec un budget donné.

J-C - Je vous ai fait grâce de plusieurs passages de cet article. Cependant, je ne voulais pas que vous loupiez celui-ci, il est révélateur ou confirme tout le mal que nous avons dit de ces monstres.

Slate - Bien entendu, la mort ne peut pas être perpétuellement évitée. Intuitivement, la valeur d'un individu pour retarder sa mort dépend du temps gagné –un an, c'est mieux qu'une semaine– et de l'âge –un an de plus à 40 ans, c'est mieux qu'un an de plus à 80 ans.

Le Forum économique mondial nous promet l'esclavage par l'intelligence artificielle

La mission du Forum économique mondial (World Economic Forum, WEF) est remarquablement simple : le gouvernement mondial doit être confié aux meilleurs et aux plus intelligents. En langage WEF, un schéma de supervision totale et de modification du comportement créera un avenir «durable» pour l'humanité. Les humains sont perçus comme des «choses» à compter, mélanger, catégoriser, étiqueter, surveiller, manipuler et contrôler. Ils deviennent de simples rouages de la grande machine technocratique transhumaniste du WEF.

Aujourd'hui, Klaus Schwab, leader du Forum économique mondial (WEF), promet un «*Great Reset*» (Grande Réinitialisation) à l'humanité. Son Utopia comblera une technologie de précision, une gestion centralisée des ressources de la Terre, la surveillance attentive des citoyens, la fusion de l'intelligence humaine et artificielle et la centralisation du pouvoir politique entre les mains d'une petite classe de professionnels à l'expertise reconnue. Bien que le WEF ait passé les 50 dernières années à organiser des conférences, à publier des propositions politiques et à mettre en relation les leaders mondiaux de l'industrie, de la banque, des technologies de l'information, de la collecte de renseignements, de la stratégie militaire et de la politique, son objectif est remarquablement simple : les meilleurs et les plus intelligents devraient gouverner le monde.

<https://reseauinternational.net/le-forum-economique-mondial-nous-promet-lesclavage-par-lintelligence-artificielle/>

A lire absolument.

Henry Kissinger, un criminel de guerre, est toujours en liberté à 100 ans

Nous savons aujourd'hui beaucoup de choses sur les crimes qu'il a commis quand il était en fonction, qu'il s'agisse d'aider Nixon à faire échouer les négociations de paix de Paris et à prolonger la guerre du Viêt Nam, ou de donner son feu vert à l'invasion du Cambodge et au coup d'État de Pinochet au Chili. Mais nous savons peu de choses sur les quatre décennies qu'il a passées au sein de Kissinger Associates.

<https://reseauinternational.net/henry-kissinger-un-criminel-de-guerre-est-toujours-en-liberte-a-100-ans/>

Tous cancéreux ! Ils tiennent à vous pourrir la vie en permanence, à vous rendre fou !

J-C- Dites, vous avez pensé aux peuples qui vivent sous les tropiques et qui ont le droit à plus de 300 jours ensoleillés par an, ils devraient tous être atteints du cancer de la peau !

Dr Christian Recchia : "Aujourd'hui, l'agressivité des rayons du soleil est telle que de toute façon, vous fabriquerez forcément chaque été un cancer" - Yahoo

J-C - Hormis que c'est une énorme connerie, il n'y a rien qui vous choque ?

Hier ou depuis qu'il existe, le soleil bombarde la Terre de rayonnements électromagnétiques en tous genres, gamma, X, UV, infrarouge, un maximum de rayonnements visibles, micro-ondes, ondes radios, etc.

Mais voilà-t-il pas que, soudain "*l'agressivité des rayons du soleil*" serait une nouveauté. C'est très intéressant et révélateur. Car, ce n'est pas ce qu'affirme le GIEC, Macron, les cinglés d'écologistes politiques, bref les fanatiques réchaufistes pour lesquels l'activité solaire ou cosmique est secondaire ou compte pour du beurre dans leur théorie du changement climatique dont l'activité humaine littéralement diabolisée serait responsable. Ce sont les scientifiques qui rejettent cette propagande, qui ont mis en évidence que la température de la Terre était corrélée à l'activité solaire. Voir les graphiques dans la page d'accueil du site.

Dictature et escroquerie climatique.

Alerte sécheresse, alerte inondation, alerte canicule, alerte froid polaire...

J-C - Quand il ne pleut pas, ils se plaignent qu'il ne pleut pas, et quand il pleut, ils se plaignent qu'il pleut !

Espagne: de fortes intempéries après des mois sans pluie provoquent des inondations - BFMTV 30 mai 2023

Une partie de l'Espagne est placée mardi en alerte météorologique en raison d'un important épisode pluvieux touchant la péninsule ibérique, où des trombes d'eau ont provoqué ces derniers jours des inondations ponctuelles après des mois de sécheresse.

J-C - Quoiqu'il en soit, continuez de trembler, d'angoisser jusqu'à devenir fou et dépressif, c'est le but de ces salopards.

Selon les spécialistes, ces pluies torrentielles - qui ont tendance à ruisseler au lieu de s'infiltrer dans le sol - sont néanmoins insuffisantes et trop tardives pour mettre un terme au déficit dont souffrent les nappes phréatiques et les réservoirs d'eau du pays.

D'après le ministère espagnol de la Transition écologique, ces réservoirs ont vu leur niveau chuter durant la dernière semaine de mai à 47,5% de leur capacité, contre 47,7% la semaine précédente, soit près de 20 points de moins que la moyenne des dix dernières années à cette époque de l'année (68,1%). BFMTV 30 mai 2023

J-C – Ils ont sélectionné « *la dernière semaine de mai* », uniquement parce qu'elle permettait d'atteindre l'objectif qu'ils s'étaient fixés, c'est-à-dire, démontrer que le niveau de ces réservoirs (et pas d'autres) avait chuté les « *dix dernières années* ». Mais si on avait choisi une autre période de référence, quelles auraient été les conclusions ? Chut !

Intempéries : le sud de la France balayé par de violents orages, un mort dans le Tarn-et-Garonne - francetvinfo.fr 30 mai 2023

Intempéries : une commune du Puy-de-Dôme dévastée par une coulée de boue - francetvinfo.fr 29 mai 2023

J-C – C'est le côté spectaculaire qui les motivent, les images chocs qui éveillent de fortes émotions parmi la population pour la traumatiser ou la rendre folle. C'est une obsession chez eux, c'est pathologique, névrotique.

Alarmisme, catastrophisme, psychose collective fabriquée artificiellement au jour le jour pour que vous n'en sortiez jamais.

Sécheresse : suivez en temps réel le niveau des nappes phréatiques et des cours d'eau en France - Franceinfo 1er juin 2023

Comment franceinfo a-t-il réalisé cette carte ? L'Onde et l'OFB réalisent une observation visuelle d'un ruisseau au moins une fois par mois. Afin de ne pas faire figurer sur la carte des observations trop anciennes et sujettes à évolution en fonction des précipitations notamment, franceinfo n'a conservé que les observations réalisées dans les dix derniers jours. Franceinfo 1er juin 2023

J-C - Ils n'ont pas conservé les "*observations trop anciennes et sujettes à évolution en fonction des précipitations notamment*", parce qu'elles auraient contredites leur discours alarmiste.

Stratégie du choc et de la peur, ils ne sont jamais à court d'imagination.

Un virus méconnu, proche de la grippe et du Covid-19, a inquiété les médecins américains ces derniers mois - BFMTV 1er juin 2023

La Nasa dévoile une première vidéo d'un Ovni pour sa conférence sur le sujet - BFMTV 1er juin 2023

Allez vous faire enculer ! Vous noterez qu'ils ne disent pas non, donc ce n'est pas une insulte.

Toujours "la communauté internationale" minoritaire et dégénérée contre la majorité des peuples.

J-C - Ce n'est pas le sort au quotidien des peuples qui les motive ou les inquiète, puisqu'ils sont responsables de tous leurs malheurs ou maux, non, ces malfaisants vont chercher la petite bête qui ne concerne qu'un nombre infime de la population pour justifier la menace de représailles financières, politiques, militaires, parce qu'ils se croient toujours les maîtres du monde.

Tollé international après la promulgation d'une loi anti-homosexualité en Ouganda - AFP/LePoint.fr 30 mai 2023

Ce pays d'Afrique de l'Est a annoncé promulguer une nouvelle loi instaurant des lourdes peines pour toute relation homosexuelle, ainsi que pour ce qui est considéré comme de la « *promotion* » de l'homosexualité. Cette nouvelle mesure indigne et inquiète à plusieurs niveaux, des ONG locales à la Maison-Blanche.

Le président américain Joe Biden, dénonçant une « atteinte tragique » aux droits humains, étudie les conséquences de cette loi sur « *tous les aspects de la coopération entre les États-Unis et l'Ouganda* », notamment l'aide et les investissements, selon un communiqué de la Maison-Blanche. AFP/LePoint.fr 30 mai 2023

L'Afrique aux Africains !

Africanews - Le président ougandais, Yoweri Museveni a ratifié une nouvelle loi anti-LGBT, largement condamnée par les défenseurs des droits de l'homme mais soutenue par de nombreux habitants du pays d'Afrique de l'Est. (Le ton est déjà différent de celui de l'AFP, la voix de Washington. – J-C)

La version signée par Yoweri Museveni ne criminalise pas les personnes qui s'identifient comme LGBTQ, contrairement au projet de loi antérieur. (Autrement dit, ce n'est pas l'homosexualité en soi qui est visée, mais les pratiques criminelles auxquelles elle peut donner lieu ainsi que sa promotion, ce que l'AFP s'est bien gardée de préciser. – J-C)

Toutefois, la nouvelle loi prévoit toujours la peine de mort pour "*homosexualité aggravée*" définie comme des relations sexuelles avec des personnes infectées par le VIH ou avec des mineurs.

"Lorsque vous commettez des actes d'homosexualité par la force, la contrainte ou une influence induite, la loi définit cela comme de l'homosexualité aggravée et quelle est la peine encourue ? La

peine maximale est la mort. Ainsi, lorsque vous commettez une homosexualité aggravée, la loi stipule que vous êtes passible de la peine de mort," explique Asuman Basalirwa, législateur ougandais et auteur du projet de loi antihomosexualité 2023.

La disposition sur la "*promotion*" de l'homosexualité inquiète les organisations de défense des droits des homosexuels.

Selon le texte, quiconque --particulier ou organisation-- "*promeut sciemment l'homosexualité*" encourt jusqu'à 20 ans de prison. S'il s'agit d'une organisation, elle risque dix ans d'interdiction.

Toutefois certains considèrent que légiférer sur la question LGBT n'est pas une priorité lorsque des droits fondamentaux comme l'accès à l'éducation et aux services de santé sont bafoués.

Les défenseurs des droits des LGBTQ estiment que la nouvelle législation est inutile dans un pays où l'homosexualité est depuis longtemps illégale en vertu d'une loi datant de l'époque coloniale qui criminalise l'activité sexuelle contre nature.

Une disposition sur la "*promotion*" de l'homosexualité inquiète les organisations de défense des droits des homosexuels.

Selon le texte, quiconque --particulier ou organisation-- "*promeut sciemment l'homosexualité*" encourt jusqu'à 20 ans de prison. S'il s'agit d'une organisation, elle risque dix ans d'interdiction. Africanews 29 et 30 mai 2023

J-C – Que les dirigeants occidentaux et les journalistes qui officient dans les médias mainstream ou à l'AFP se fassent sodomiser et aiment cela, cela ne nous regarde pas, mais quand ils incitent lourdement tous les hommes de la planète à les imiter, ainsi que les femmes évidemment – sous prétexte que ces serait « *indolore* », souvenez-vous de l'article de Yahoo que j'avais mis en ligne où ils en faisaient l'apologie, qu'il nous soit permis de nous en tenir à nos pratiques hétérosexuelles entre adultes consentants et libres, qui à l'échelle mondiale doivent représenter 99% des pratiques sexuelles des hommes et des femmes.

Ils vous font la morale. Riches, ils se paient des prostituées.

Laurent Dassault amoureux tactile, le célèbre milliardaire présente sa très grande et jeune compagne à Roland Garros - purepeople.com 29 mai 2023

Diaporama Jean-Michel Aulas : Rare apparition avec sa jeune et sublime compagne, radieuse dans une belle robe moulante - purepeople.com 29 mai 2023

Ils n'arrêtent jamais ! Ces pervers ont un sexe à la place du cerveau.

"Les Rencontres du Papotin" : Angèle révèle être pansexuelle - Le HuffPost

Différents d'âge - Karim, 25 ans et Anthony, 46 ans : "Il y a encore des blagues sur le fait que je sois son gigolo" - Yahoo

Différents d'âge - Guillaume 41 ans, et Élise, 68 ans : "Je voulais une femme à la retraite pour qu'elle s'occupe de moi" - Yahoo

Différents d'âge - Marcia 62 ans et Laurent, 38 ans : "J'aime la peau et les corps des femmes plus âgées. La jeunesse ne me fait pas bander" - Yahoo

Poly-Amours : Nico, 41 ans : "Ma copine n'est en couple qu'avec moi mais il lui arrive de coucher avec mon amoureux" - Yahoo

Histoires de femmes infidèles : "Je rêvais chaque soir que je faisais l'amour avec une femme" - Yahoo

À 79 et 82 ans, ces deux femmes vivent ensemble dans un Ehpad et envisagent de se marier - Closer

Santé.

Le Net Zero est-il compatible avec une prospérité de masse ? - Association des climato-réalistes 29 mai 2023

Lors de la conférence annuelle 2023 du GWPF le 25 mai, Lord Frost a prononcé un discours devant un public réuni dans le centre de Londres.

<https://www.climato-realistes.fr/le-net-zero-est-il-compatible-avec-une-prosperite-de-masse/>

La Cour des comptes recommande de réduire le cheptel des vaches - Association des climato-réalistes 26 mai 2023

<https://www.climato-realistes.fr/la-cour-des-comptes-recommande-de-reduire-le-cheptel-des-vaches/>

International Covid Summit III - part 1 - European Parliament, Brussels (Sous-titré en français)

<https://www.youtube.com/watch?v=bFLPWWCAHfQ>

Dr Martin au Parlement européen - 20 minutes capitales ! Le Covid et sa longue préparation pour un crime contre l'humanité ! - May 27, 2023 (En anglais, sous-titrage à actionner par l'utilisateur)

<https://odysee.com/@ExcaliburTraduction:4/International-Covid-Summit-Iii-Dr-Martin-Wlt-1:3?src=embed&t=6.535827>

Parmi les participants, ceux que j'ai pu identifier sur le Net.

Dr. David Martin, américain.

Dr. Stephen Malthouse of Denman Island, B.C Canadian.

Ivan Vilibor Sinčić, un député croate, groupe des non-inscrits.

C. Isidoro est professeur de médecine à l'université du Piémont oriental en Italie.

Giovanni Meledandri est professeur au département des sciences humaines à l'université Telematica Guglielmo Marconi à Rome en Italie.

A. Stramezzi est un professeur italien spécialiste notamment en odontologie, en maladies infectieuses et cardiovasculaires.

Louis Fouché, médecin anesthésiste français.

P Brouqui, médecin et professeur à l'IHU Méditerranée Infection de Marseille.

Pierre Kory est un médecin américain.

H. Risch, professeur épidémiologiste à l'université de Yale aux Etats-Unis.

Dr. Byram Bridle, professeur en immunologie virale à l'université de Guelph au Canada.

Les empoisonneurs, vaccino-furie dangereuse.

Bronchiolite: les États-Unis autorisent un second vaccin développé par le laboratoire Pfizer - BFMTV 1 juin 2023

Sous réserve des conclusions de cette réunion, Pfizer compte mettre sur le marché son vaccin Abrysvo au troisième trimestre, soit avant l'automne, qui marque traditionnellement le début d'une récurrence saisonnière des cas de bronchiolites. BFMTV 1 juin 2023

Bienvenue chez les va-t-en-guerre contre l'humanité. Ils ont trouvé une nouvelle "guerre" à mener.

Ces négociations sur le plastique, à Paris, sont loin d'être juste symboliques - Le HuffPost 29 mai 2023

La guerre est (bientôt) déclarée ? La France organise avec l'Unesco un sommet international sur la crise du plastique ce lundi 29 mai (et jusqu'au 2 juin). Près de 200 représentants de pays se retrouvent dans la capitale pour plancher sur un futur traité contre la pollution plastique, le premier du genre.

Il s'agit de la deuxième session de négociations sur les cinq prévues au total par l'accord de principe scellé en 2022 à Nairobi par 175 pays. Leur ambition : élaborer d'ici à la fin 2024 un texte

juridiquement contraignant sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Après des débats techniques fin 2022 en Uruguay, l'étape de Paris doit permettre de dessiner les principales orientations, voire une première ébauche de texte. L'enjeu est en tout cas de taille, bien au-delà des symboles, car le plastique, issu de la pétrochimie, est partout : dans les emballages, les fibres de vêtements, le matériel de construction, les outils médicaux.

« *Si on ne fait rien, en 2060, il y aura plus de plastique que de poissons dans les océans. Si on ne fait rien, 10 % de nos émissions de gaz à effet de serre seront du plastique* », a ainsi résumé le ministre de la Transition écologique, samedi sur franceinfo, en marge d'une réunion préparatoire au sommet qui s'ouvre ce lundi.

J-C - Ce qui est intéressant ici, c'est que Béchu s'est laissé aller à tenir un discours stupide agrémenté d'affirmations anti-scientifiques... à la manière du Giec effectivement.

Le HuffPost - Christophe Béchu plaide, avec les partenaires de la France, pour un Giec du plastique, un agenda à l'horizon 2040 et, surtout, l'engagement des pays producteurs. « *Il faut qu'on fasse attention à ce que la question du recyclage ne remplace pas le débat sur la réduction de la production de plastiques* », a-t-il mis en garde en amont des débats, en ciblant, sans les nommer la Chine ou les États-Unis.

J-C - En Inde le plastique est omniprésent, c'est la matière reine, il y en a partout, surtout le long des routes transformées en décharges. Tout le monde balance ses détritits là où il se trouve, par les vitres ouvertes des bagnoles ou des bus, il n'y a pas de poubelles publiques dans les villes, les vaches bouffent des sacs plastiques et en meurent. Le gouvernement a adopté une loi à Pondichéry, officiellement les emballages plastiques jetables sont interdits, dans les faits pratiquement personne ne la respecte. Il n'a pas de ramassage des ordures, sauf irrégulièrement en ville, du coup elles continuent de proliférer partout, c'est très dégueulasse et pas très agréable à vivre, quand on sort de chez soi, on évite d'avoir la vue basse, c'est déprimant. Les masses sont trop pauvres pour se préoccuper de cette question, ce sont les classes moyennes et supérieures qui en portent la responsabilité.

Le HuffPost - Cette question s'annonce comme un point clé des négociations alors que la production annuelle a plus que doublé en 20 ans pour atteindre 460 millions de tonnes (Mt). Elle pourrait encore tripler d'ici à 2060 si rien n'est fait. Or les deux tiers de cette production mondiale ont une faible durée de vie et deviennent des déchets à gérer après une seule ou quelques utilisations. 22 % sont abandonnés (décharges sauvages, incinérations à ciel ouvert ou rejet dans la nature) et moins de 10 % sont recyclés.

J-C - En Inde, il y a des biffins qui parcourent les rues et les villages, qui récupèrent tout ce qui peut se recycler, papier, carton, plastique, bouteilles, métaux.

Et puis ici comme dans beaucoup d'autres pays sous-développés j'imagine, on ne vit pas comme chez vous en France. On ne va pas faire les courses en bagnole, 95% ou plus des Indiens n'en ont pas, on ne va pas au supermarché, cela n'existe pas ou ils sont très rare, un seul à Pondichéry pour 1 million d'habitants avec la proche banlieue. On ne remplit pas des caddys ou de grands sacs à provision ; les Indiens vivent au jour le jour ; ils achètent uniquement ce qu'ils ont besoin pour cuisiner le jour même ou le lendemain tout au plus ; personne ou presque n'a les moyens de stocker quoi que ce soit ; on fait les courses au jour le jour chez les commerçant du coin ; il n'y a pas de poubelles, pas de décharges officielles, pas de ramassage des ordures, hormis dans les grandes

villes, et encore, c'est hyper dégueulasse, pareil dans les villages, l'Inde est une immense décharge, c'est triste à dire, surtout quand on y vit. C'est moi le cantonnier de la rue où est située ma maison, donc il n'y a pas un seul morceau de papier ou de plastique sur le sol, on ramasse les ordures que les voisins balancent dehors et on les brûle, sauf le plastique rigide. Deux fois par semaine, en allant faire des courses, je vais vider un grand sac en toile qui sert de poubelle dans une décharge à moitié municipale et à moitié sauvage située à 1 km de chez nous. Je suis le seul habitant (sur 500 environ) de mon village à m'imposer cette discipline.

Le HuffPost - Cette perspective est portée par la Coalition pour la haute ambition, conduite par le Rwanda et la Norvège et composée de 56 pays, dont l'Union européenne, le Canada, le Chili. Depuis vendredi, le Japon, le Gabon et la République de Maurice ont rejoint ce bloc. Et l'Argentine a manifesté son intérêt samedi, selon Bérangère Couillard, la secrétaire d'État à l'Écologie.

Réduire en premier lieu la production est aussi martelé par les ONG et les scientifiques. Mais d'autres nations, du côté de l'Asie (Chine et Inde notamment) ou des États-Unis, se montrent plus réticentes, insistant sur le recyclage et une meilleure gestion des déchets.

« *Chaque pays doit être clair sur l'objectif* » de réduire à zéro les rejets dans l'environnement d'ici à 2040, a déclaré à l'AFP le ministre américain Jose W. Fernandez, qui mène la délégation à Paris des négociateurs états-uniens. Mais « nous devrions laisser le soin à chaque pays de tracer sa route » pour remplir cet engagement, déjà pris par les pays du G7 en avril.

J-C - Pour qui se prennent-ils, le G7 est minoritaire, ses engagements ne concernent que les pays qui le composent et aucun autre, donc 7 pays sur 194.

Dans le dernier éditorial de *La Tribune des travailleurs*, le POID prend parti pour la "décarbonisation", la diminution de la production de CO2 prônée par les mystificateurs du Forum économique mondial.

Le POID est contre la théorie de la décroissance, mais pour la diminution du « *quotas d'émission de CO2* » qui aboutirait à la décroissance ou à la diminution de la production des entreprises!

Au passage, ces opportunistes enragés nous ont gratifié de la théorie sur "l'émission de gaz à effet de serre" de nature anthropique cher au Giec ou au concepteur du Green New Deal de Davos, bravo!

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=7332

Lu dans un article du Point du 28 mai 2023.

J'ignorais que la fête annuelle de Lutte ouvrière était payante, 25 euros, il n'y a pas de petit profit quand on est révolutionnaire !

La première conférence de la journée était intitulée « *Pourquoi la Chine n'est pas impérialiste* », l'intervenante assure qu'il n'y a « *que de petits capitalistes en Chine* ».

Les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent Xiomi), ces géants de l'Internet chinois qui représentent l'équivalent des Gafam, Huawei et BYD, le leader chinois des voitures électriques, sont sans doute,

à ses yeux, des PME. Et la « *chercheuse* », dont on a cherché, en vain, à connaître le nom, d'ajouter, sans rire, que « *les entreprises chinoises ne sont pas motivées par la recherche du profit* ». Le Point 28 mai 2023

Amalgame et chasse aux sorcières dans un Etat totalitaire. « *Transmission* » directe de Davos.

Aurore Bergé: "La France Insoumise est un marche-pied extraordinaire pour l'extrême droite" - BFMTV 1er juin 2023

« *Courroie de transmission* » russe : le RN visé par un rapport explosif - 1er juin 2023 LePoint.fr

Union nationale. Xénophobie institutionnelle. S'il fallait "*interdire les produits issus du travail forcé*" en France, il y aurait plus de 30 millions de chômeurs !

Le Sénat vote une résolution pour interdire les produits issus du travail forcé des Ouïghours - BFMTV 2 juin 2023

"Nous souhaiterions que la France et l'Europe adoptent une position proche de celle des États-Unis", avec une inversion de la charge de la preuve, a déclaré le président du groupe écologiste, Guillaume Gontard.

Le communiste Fabien Gay a jugé "*problématique*" la référence au dispositif américain, relevant que les décisions des États-Unis "*s'inscrivent dans une logique de guerre économique*". Son groupe s'est néanmoins prononcé en faveur de la proposition de résolution, à deux exceptions près.

Outre le groupe écologiste, le texte a également été voté par les groupes PS, RDPI à majorité Renaissance, Indépendants et RDSE à majorité radicale.

Sur 343 votants, le texte, qui n'a pas de valeur contraignante, a recueilli 144 voix "*pour*", aucune contre. BFMTV 2 juin 2023

J-C - Tous les partis présents au Sénat sont alignés sur les Etats-Unis, ils viennent d'en faire la énième démonstration. On comprend pourquoi bien des militants et l'immense majorité des travailleurs sont dégoûtés de la politique s'ils s'en tiennent à ces partis pourris, un tel consensus sur fond de xénophobie ou sinophobie est à vomir.

Nous vivons sous un régime autoritaire en France. S'ils sont obligés de le reconnaître eux-mêmes, c'est que cela doit être vrai !

J-C - De larges extraits et quelques brèves remarques.

En Macronie, la montée du « *national-libéralisme* » - politis.fr 24 mai 2023

En utilisant tous les moyens à sa disposition pour passer en force ses politiques libérales, l'exécutif prend un tournant que les chercheurs n'hésitent plus à qualifier d'autoritaire.

L'autoritarisme dont fait preuve le garant de nos institutions pourrait le placer au rang de ceux auxquels il voulait précisément s'opposer : Viktor Orban en Hongrie, Andrzej Duda en Pologne. Les dérives illibérales de ces deux pays ont toujours été vues du coin de l'œil depuis l'Hexagone, comme si la France en était par nature préservée. Et pourtant. Manifestations interdites, surveillance des voix protestataires, déploiement d'outils technologiques, violences policières, contournement des corps intermédiaires, évitement des débats parlementaires, promulgation d'une réforme des retraites qu'une grande majorité de la population rejette.

Les exemples étaient déjà nombreux, mais les voyants s'allument partout depuis cinq mois. Les institutions qui veillent au respect des libertés ne cessent de sonner l'alarme : commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, rapporteur spécial de l'ONU sur les libertés associatives, Ligue des droits de l'homme ou encore contrôleuse générale des lieux de privation de liberté. Les médias internationaux, eux aussi, décrivent la réalité brutale derrière le mythe du « *pays des droits de l'homme* ».

« *Il y a une intensification de la restriction des libertés comme élément systématique de la politique gouvernementale* », alerte Stéphanie Hennette-Vauchez, professeure de droit public à l'université Paris-Nanterre. Une dynamique liberticide favorisée par les états d'urgence successifs que la France a connus depuis les attentats terroristes de 2015.

Ces moments « *ont produit un effet d'abaissement généralisé de la garde vis-à-vis de la protection des libertés. Mais ce ne sont pas les Français qui ont abandonné leurs principes, explique l'autrice de Démocratie en état d'urgence (Seuil, 2022). C'est le pouvoir qui s'habitue à avoir les coudées franches pour appliquer les dispositifs les plus brutaux. Alors que, dans un État de droit, le politique doit chercher la mesure la moins attentatoire aux libertés pour l'objectif recherché* ». Allégorie de cette dérive, les arrêtés préfectoraux qui se fondent sur des dispositifs antiterroristes issus de l'état d'urgence, désormais entrés dans le droit commun par la loi Silt, renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, adoptée en octobre 2017. (Comme quoi au passage l'Etat de droit est une supercherie. - J-C)

Une dérive d'autant plus sournoise qu'elle prend forme dans le cadre constitutionnel de la Ve République. (Pourquoi "*sournoise*", au contraire elle était conforme à sa nature antidémocratique, mais cela ils ne peuvent pas le dire. - J-C)

Cette détermination à imposer un modèle néolibéral par tous les moyens n'est pas nouvelle. Mais le caractère inédit que revêt la politique d'Emmanuel Macron pourrait résider dans sa capacité à utiliser constamment tous les leviers, aussi violents soient-ils, pour parvenir à ses fins. « *L'atteinte systématique aux libertés publiques constitue l'arme politique majeure du chef de l'État pour imposer des politiques de production d'inégalité sociale* », analyse Jean-François Bayart, politologue et professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement international, à Genève. (Le protégé des Rothschild a été sélectionné pour faire ce sale boulot au moment où toutes les conditions subjectives semblaient réunies. - J-C)

Une forme démocratique posée sur le socle d'un libéralisme autoritaire, que le philosophe Grégoire Chamayou donne à comprendre dans son ouvrage *La Société ingouvernable*. Une généalogie du libéralisme autoritaire (La Fabrique, 2018). L'auteur défriche l'origine d'un concept qui théorise la nécessité, pour une économie libérale, de s'appuyer sur un État vertical et autoritaire. Dans ce système, la démocratie sert de paravent. Elle est un cadre légitime au sein duquel règne l'ordre

capitaliste, débarrassé des contre-pouvoirs et des protestations populaires. Et ne tient debout que par le rituel électoral. politis.fr 24 mai 2023

La citer est tabou à l'Agence Française de Propagande (AFP) et à France(dés)info.

J-C - Ils ont réussi à consacrer un article à la dette publique américaine sans mentionner son montant exorbitant, 31 400 milliards de dollars, dette que les Américains et le reste du monde paient pour que l'oligarchie financière anglo-saxonne continue de nous pourrir l'existence. Si vous ne me croyez pas, vérifiez-le vous-même à cette adresse :

[https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/etats-unis-la-chambre-des-representants-s-accorde-sur-une-hausse-du-plafond-de-la-dette-americaine_5860511.html#xtor=EPR-555-\[newsletterquotidienne\]-20230601&pid=459386-1676105518-3fb080c9](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/etats-unis-la-chambre-des-representants-s-accorde-sur-une-hausse-du-plafond-de-la-dette-americaine_5860511.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230601&pid=459386-1676105518-3fb080c9)

Etats-Unis : la Chambre des représentants s'accorde sur une hausse du plafond de la dette américaine - AFP/Franceinfo 1er juin 2023

6% de nantis.

Consommation : le bio représente 6% du panier de courses des Français en 2022, en légère baisse sur un an - Franceinfo 1er juin 2023

Le bio représente 6% du panier de courses alimentaires des Français en 2022, un chiffre en légère baisse par rapport à 2021 (6,44%). C'est ce que détaille le "*panorama du bio 2022*" de l'Agence bio que franceinfo révèle jeudi 1er juin. C'est autant que les Américains. À titre de comparaison, le bio représente 13% des achats alimentaires au Danemark, et 11% en Autriche. Franceinfo 1er juin 2023

Totalitarisme. Inversion accusatoire. Nous sommes tous visés par ces suppôts de néonazis.

Roger Waters visé par une enquête en Allemagne, après avoir porté un costume jugé trop nazi - Le HuffPost 26 mai 2023

J-C - Que lui reprochent-ils ? De ne pas être "*consensuel*", c'est-à-dire, pro sioniste d'extrême droite, pro nazi ukrainien

Le compositeur de Wish You Were Here ou encore du morceau Money n'est pas à sa première prise de position non consensuel. Membre notamment du mouvement BDS qui milite pour le boycott pur et simple d'Israël, il a récemment eu des déclarations pour le moins anti conformiste sur la guerre en Ukraine : « *Il n'est pas vrai que l'invasion russe de l'Ukraine ait été non provoquée* », avait notamment lancé l'ex-Pink Floyd le 8 février devant le Conseil de sécurité de l'ONU, où il avait été invité par la Russie à s'exprimer.

Pour cette tournée en Europe This Is Not A Drill, le musicien illustre aussi sa prestation par des extraits de violences policières commis partout dans le monde.

La police allemande a déclaré avoir ouvert une enquête suite au concert de Roger Waters, cofondateur du groupe des Pink Floyd, le 17 mai dernier à Berlin. « *Nous enquêtons sur des soupçons d'incitation à la haine car les vêtements portés sur scène sont susceptibles de glorifier ou de justifier le régime national-socialiste et de troubler la paix publique* », a souligné à l'AFP un porte-parole de la police, Martin Halweg.

Parmi les éléments reprochés au chanteur britannique : sa tenue à un moment du concert, lorsqu'il a un manteau un peu spécial pour incarner le nazi pour le morceau The Wall sorti en 1982. Une veste décorée d'un brassard à l'avant-bras qui ferait allusion, selon la police, à la tenue des SS.

Plus tard dans son concert, il en a profité pour dénoncer à la fois les juifs morts pendant l'Holocauste tout en pointant la mort de la journaliste américo-palestinienne Shireen Abu Akleh, tué par l'armée israélienne.

Ce parallèle entre les morts et cette tenue n'a apparemment pas plus aux Allemands ainsi qu'au gouvernement israélien. Le ministère israélien des Affaires étrangères a ainsi reproché ce mercredi à Roger Waters d'avoir « *souillé la mémoire d'Anne Frank et des six millions de Juifs assassinés pendant l'Holocauste* ».

Depuis, une manifestation contre le déroulement de son prochain concert le 28 mai prochain à Francfort a été annoncée, « *à l'appel de la communauté juive locale et du parti des Verts notamment* ». Les autorités de Francfort ont de même essayé de faire annuler le concert de Roger Waters par voie administrative. Mais cela a été annulé par le tribunal au nom de la liberté d'expression. Le HuffPost 26 mai 2023

En service "commandé" pour le compte du CAC 40.

Robert Badinter : la consternation

Célébré en France depuis 1981 pour avoir contribué à l'abolition de la peine de mort lors de son passage Place Vendôme, l'ancien Garde des Sceaux, sénateur et Président du Conseil Constitutionnel Robert Badinter vient de publier un ouvrage qui quoique l'on puisse penser du personnage ne restera pas dans la mémoire comme relevant d'un haut fait d'armes dans le contexte d'une carrière pourtant exemplaire.

Se pose alors la question de savoir qu'est-ce qui a pu pousser un homme de 95 ans n'ayant plus rien à prouver de s'adonner à une besogne aussi peu reluisante que celle dont il est fait état dans son dernier ouvrage: "*Vladimir Poutine : L'Accusation*". (Fayard 2023).

Coécrit avec Alain Pellet et Bruno Cotte, respectivement ancien membre de la chambre de première instance de la Cour pénale internationale et ancien président de la Commission du droit international des Nations unies, "L'Accusation" s'apparente à ce qu'il est communément appelé "*une commande*".

Dès l'introduction, le ton psychologisant est donné: " *A 20 ans (Poutine) voulait le pouvoir et aimait le secret...De surcroît, il aurait amassé une immense fortune.*"

Le terme “*dictateur*” est répété à longueur de page comme si le simple fait d’appeler la Président de la Fédération de Russie par son patronyme relevait de l’impossibilité sémantique.

S’en suit une interprétation des évènements ayant eu lieu en Ukraine depuis les évènements du Maïdan en 2014 qui semble calqué sur le narratif épousé par le Département d’État américain.

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/05/29/robert-badinter-la-consternation/?unapproved=20611&moderation-hash=a0bf3480c021dcd53c84bb86e35a726#comment-20611>

Mon commentaire.

- Badinter a adopté le discours des va-t-en-guerre de l’OTAN. Ses intentions sont motivées. Ceci explique cela.

Voilà un ouvrage de propagande conforme aux intérêts du camp ou clan que les Badinter représentent au sein du CAC40, le CA de Publicis dont ils sont les principaux actionnaires a été de 10,79 milliards EUR en 2020, la fortune d’Élisabeth Badinter s’élevait à 922 millions d’euros en 2021 (Wikipédia).

Rien d’étonnant qu’on y trouve mêler tous les mécanismes habituels de la désinformation et de la manipulation des faits : dénis, non-dits, contrevérités, faits ou constats amputés, épurés, falsifiés, sélectionnés sur le volet, amalgames douteux ou frauduleux, affirmations non étayées ou sans preuve, conclusions hâtives ou bricolées, sémantique délibérément accusatoire basée sur des a priori purement idéologiques, etc.

On retrouve les procédés accusatoires dignes des tribunaux d’exception, militaires, de l’inquisition, qui consistent à n’entendre les interprétations ou retenir les arguments avancés par l’une des deux parties seulement, ceux de l’accusation défendus par le représentant du ministère public, l’avocat ou le procureur général, tandis que l’autre partie ou sa défense est réduite au silence dans l’attente de la sentence qui sera prononcée contre elle de manière illégitime et autoritaire.

Guerre de l’OTAN en Ukraine contre la Russie.

Les Occidentaux refusent la paix en Ukraine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 30 mai 2023

Au nom de la Chine, Li Hui est venu proposer aux Occidentaux de faire la paix en Ukraine en reconnaissant leurs erreurs. Son analyse est précise et étayée. Mais les Occidentaux ne l’ont pas écouté. Ils poursuivent sans relâche le discours qu’ils ont mis au point durant la Guerre froide : ils sont démocrates, tandis que les autres, tous les autres, ne le sont pas. Ils poursuivront leur soutien à l’Ukraine, même si celle-ci n’a guère plus de soldats et a déjà perdu sur le terrain.

<https://www.voltairenet.org/article219369.html>

«Qu'il reste à sa place» : au Mozambique, Sergueï Lavrov recadre un ambassadeur américain - RT France 31 mai 2023

Lors d'une conférence de presse, le ministre russe des Affaires étrangères a sèchement répondu à une question portant sur des accusations portées par un ambassadeur américain à l'encontre de livraisons d'armes supposées de Pretoria à Moscou.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud devrait s'occuper de ses affaires. C'est en substance le message adressé ce 31 mai, depuis Maputo, par le chef de la diplomatie russe. Lors d'une conférence de presse, Sergueï Lavrov a été interrogé sur les allégations de Reuben Brigety – l'émissaire américain en Afrique du Sud – selon lesquelles Pretoria aurait fourni des armes aux Russes.

«La République d'Afrique du Sud est un Etat souverain, la Fédération de Russie est un Etat souverain», a rétorqué le ministre russe, soulignant que Moscou et Pretoria établissaient leurs relations «dans le plein respect des normes et des principes du droit international en vigueur».

«Si l'ambassadeur américain – ou tout autre ambassadeur étranger – a cru voir je ne sais quoi, qu'il reste à sa place et ne s'immisce pas dans les affaires d'autrui», a asséné le diplomate.

Le 12 mai, Reuben Brigety avait directement accusé l'Afrique du Sud d'avoir fourni une aide militaire à la Russie, déclarant à la presse être *«convaincu»* que *«des armes et des munitions»* avaient été chargées à bord du cargo russe Lady R, dont l'accostage dans une base navale du pays en décembre 2022 avait créé une polémique dans le pays.

«Nous ne violons jamais les normes internationales, contrairement à nos homologues occidentaux lorsqu'ils déclarent leur neutralité en ce qui concerne les événements en Ukraine, alors qu'ils injectent dans ce pays de grandes quantités des dernières armes à longue portée et généralement dangereuses, y compris pour ceux qui les utilisent», a par ailleurs déclaré le ministre russe, en faisant référence aux munitions à uranium appauvri.

«Ils fournissent des armes à un régime dont les responsables ont proféré des menaces de tuer tous les Russes. Par conséquent, les ambassadeurs américains feraient mieux de prendre soin de leur propre image aux yeux du public étranger», poursuit et conclut Sergueï Lavrov.

Après le Kenya et le Burundi, le Mozambique était la troisième étape de la tournée africaine de Sergueï Lavrov. Le ministre russe s'est notamment entretenu avec le Président Filipe Nyusi, alors que se profile à Saint-Petersbourg – fin juillet – la deuxième édition du sommet Russie-Afrique. Un sommet où la concrétisation de contrats, renforçant les partenariats bilatéraux entre Moscou et différentes capitales africaines, est attendue. RT France 31 mai 2023

Lavrov au Burundi : «L'Occident soutient le génocide des Russes» - fr.sputniknews.africa 30 mai 2023

«L'Occident insiste sur le fait qu'il n'y a pas d'autre base pour résoudre la situation ukrainienne que la fameuse «formule de paix de Zelensky». Or l'équipe de Zelensky menace de commencer à tuer tous les Russes et à détruire tout ce qui est russe en Crimée et en Ukraine orientale après les avoir «libérées», comme ils le disent. La conclusion est très simple : l'Occident soutient directement le génocide», a indiqué le ministre.

Pour le chef de la diplomatie russe, les armes occidentales fournies à Kiev en est la parfaite illustration.

«Il ne fait aucun doute que le régime de Kiev est passé depuis longtemps à des méthodes ouvertement terroristes. Il utilise pour cela les armes que l'Occident lui fournit [...]. Des menaces de tuer des Russes ont été proférées par de nombreux responsables du régime de Kiev, dont le chef du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, le conseiller du chef de l'administration Zelensky et des ambassadeurs ukrainiens à l'étranger», a-t-il ajouté.

Selon Lavrov, la déclaration de l'Occident selon laquelle les armes occidentales ne doivent pas être utilisées contre le territoire russe est un mensonge de plus.

Dans cette optique, le ministre russe a salué la position équilibrée des pays africains à l'égard du conflit en Ukraine.

Les pays africains proposent des initiatives de règlement de la crise ukrainienne «d'une manière honnête et en partant du désir d'apporter leur assistance. Nous apprécions cette attitude», a déclaré Lavrov. fr.sputniknews.africa 30 mai 2023

Poutine commente les perspectives de partenariat Russie-Érythrée - fr.sputniknews.africa 31 mai 2023

Les autorités russes et érythréennes vont signer plusieurs accords intergouvernementaux, a déclaré ce mercredi 31 mai le Président russe Vladimir Poutine, accueillant son homologue érythréen Isaias Afwerki à Moscou.

Selon les documents diffusés par les autorités russes à la veille de la rencontre des Présidents, le montant des échanges commerciaux entre les deux pays ont connu un bond de 4,207 millions de dollars en 2022 (soit 13,521 millions contre 9,314 millions de dollars en 2021). fr.sputniknews.africa 31 mai 2023

Le Pentagone précise le montant d'aide militaire accordée à Kiev en deux ans - fr.sputniknews.africa 31 mai 2023

"Au total, les États-Unis ont pris des obligations financières pour assurer la sécurité ukrainienne pour plus de 38,3 milliards de dollars après l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden, y compris 37,6 milliards à compter de la date du [...] 24 février 2022", détaille la Défense américaine dans son communiqué.

Ce document publié sur le site du Pentagone, dévoile de façon exhaustive les quantités d'armements et de munitions livrées en Ukraine incluant notamment:

Plus de 1.700 systèmes antiaériens Stinger;

Plus de 10.000 systèmes antichars Javelin;

Plus de 60.000 autres systèmes et munitions antichars;

Plus de 160 obusiers de 155 mm et plus de 2 millions d'obus d'artillerie de 155 mm;

Plus de 7.000 munitions de précision de 155 mm;

Plus de 14.000 cartouches de 155 mm pour systèmes de mines antichars à distance;
100 000 cartouches de munitions de char de 125 mm;
Plus de 50.000 obus d'artillerie de 152 mm;
Environ 40.000 obus d'artillerie de 130 mm;
40.000 obus d'artillerie de 122 mm;
60.000 roquettes Grad de 122 mm;
72 obusiers de 105 mm et plus de 500.000 obus d'artillerie de 105 mm;
Un système sol-air Patriot avec des munitions;
Huit systèmes NASAMS;
Plus 30 véhicules tactiques pour missiles TOW et plus de 4.000 missiles antichars TOW;
Plus de 300 véhicules tactiques pour transporter les armes, etc.
Le Pentagone a également promis un nouveau paquet pour soutenir financièrement l'Ukraine à la hauteur de 300 millions de dollars.

Espagne

Elections municipales et régionales en Espagne: très lourde défaite pour Pedro Sánchez - AFP 29 mai 2023

A six mois des élections législatives, le parti socialiste du Premier ministre Pedro Sánchez a subi une très lourde défaite lors des élections municipales et régionales de dimanche en Espagne.

Mais outre le PP, l'autre grand vainqueur est le parti d'extrême-droite Vox, déjà troisième force politique au Parlement, qui, avec plus de 1,5 million de voix aux municipales (7,19%), a doublé son score en quatre ans et effectué une poussée spectaculaire dans de nombreux parlements régionaux.

Les sondages annonçaient tous une victoire de la droite à ce double scrutin municipal et régional, mais personne ne s'attendait à ce que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Sánchez subisse de telles pertes.

Le PP, qui avait fait de ces élections locales et régionales un référendum national sur la politique de M. Sánchez, a pratiquement atteint tous ses objectifs.

Il a d'abord recueilli le plus grand nombre de voix aux municipales, plus de 7 millions (31,5%), soit quelque deux millions de plus qu'il y a quatre ans, contre moins de 6,3 millions (28,1%) pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Sánchez.

Surtout, selon la Télévision publique TVE et le quotidien El País, le PP a conquis au moins six des dix régions jusqu'alors dirigées (directement ou au sein d'une coalition) par le PSOE: la Communauté valencienne (est), quatrième du pays par la population, l'Aragon (centre), l'Extrémadure (ouest), les Baléares (est), la Cantabrie et la Rioja (nord).

Mais le revers de la médaille est que dans la plupart de ces régions, il aura besoin du soutien de Vox pour gouverner, et ce parti d'extrême-droite s'annonce d'ores et déjà comme un partenaire difficile et encombrant pour le PP, alors que celui-ci essaie de projeter une image modérée.

Les deux partis gouvernent déjà depuis l'an dernier dans une région.

Le parti socialiste a également perdu au profit du PP la mairie de Séville, la plus grande ville d'Andalousie (sud) et son principal bastion municipal, ainsi que celle de Valence. Et il n'est pas assuré de remporter celle de Barcelone, son candidat n'étant arrivé qu'en deuxième position derrière un indépendantiste.

Les élections de ce dimanche portaient sur la totalité des 8.131 municipalités, soit 35,5 millions d'électeurs, ainsi que les assemblées de 12 des 17 régions autonomes que compte le pays. Quelque 18,3 millions d'électeurs étaient concernés par ce deuxième vote.

Ce double scrutin était considéré comme une répétition générale avant les élections législatives, dont la date exacte n'est pas encore connue.

M. Sánchez avait fait campagne sur le bilan de son gouvernement, principalement dans le domaine économique.

Mais M. Feijóo jouait également très gros, car il s'agissait des premières élections auxquelles il participait à la tête du PP.

Le Parti populaire a non seulement conservé les deux régions qu'il détenait (Madrid et Murcie), mais il a conquis dans les deux la majorité absolue. Tout comme pour la mairie de la capitale.

Espagne: Sánchez crée la surprise en convoquant des législatives anticipées - AFP 29 mai 2023

Ces élections auront lieu "*le dimanche 23 juillet*", soit durant le semestre de présidence espagnole du Conseil européen qui commence le 1er juillet, a ajouté le socialiste, au pouvoir depuis 2018.

"*J'ai pris cette décision à la vue des résultats des élections d'hier*", a dit M. Sánchez, alors que les législatives devaient initialement se tenir à la fin de l'année, à une date qui n'avait pas encore été fixée. AFP 29 mai 2023

Chine.

Chine : Vol inaugural réussi pour le premier avion de ligne de conception chinoise - AFP/20 Minutes 28 mai 2023

C'est une première majeure pour le secteur chinois du transport aérien. Le premier avion de ligne de conception chinoise, le C919, a réalisé dimanche son vol commercial inaugural. Pékin espère que le C919 pourra rivaliser avec les appareils étrangers les plus prisés comme le Boeing 737 MAX et l'Airbus A320.

La Chine, qui cherche à devenir autonome dans le secteur des technologies, a beaucoup investi dans la production de ce premier avion de ligne de conception chinoise. L'aéronef est construit par l'entreprise d'Etat Comac, mais de nombreuses pièces de l'engin proviennent d'autres pays.

J-C - L'AFP ne peut pas s'empêcher de suinter la haine de la Chine jusque dans le moindre détail sémantique, qualifiant un produit issu de la haute technologie d'"engin", à l'instar d'un vulgaire engin de chantier ou un tractopelle !

Et pendant ce temps-là les affaires continuent...

Les responsables du commerce chinois et américains conviennent de renforcer les échanges - Xinhua 2 juin 2023

Les responsables du commerce chinois et américains ont souligné l'importance des relations économiques et commerciales bilatérales et ont convenu de maintenir et de renforcer les échanges, a déclaré jeudi Shu Jueting, porte-parole du ministère chinois du Commerce.

Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, a rencontré la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, et la représentante américaine au Commerce, Katherine Tai, la semaine dernière lors de sa visite aux Etats-Unis pour la réunion des ministres du Commerce de l'APEC.

Les deux parties ont échangé leurs points de vue sur les questions économiques et commerciales qui les préoccupent respectivement et discuté de possibles domaines de coopération, a indiqué Mme Shu lors d'un point de presse.

La Chine espère que les Etats-Unis œuvreront avec elle sur la base des principes de respect mutuel, de coexistence pacifique et de coopération gagnant-gagnant pour gérer les différends et maintenir et approfondir la coopération économique et commerciale pragmatique bilatérale, afin de bénéficier aux deux peuples et aux deux pays et de faire avancer le développement économique mondial, a-t-elle indiqué.

La porte-parole a également noté que la politique et le contrôle des exportations adoptés par la partie américaine à l'égard de l'industrie des semiconducteurs suscitaient d'importantes inquiétudes économiques et commerciales pour la Chine et comptaient parmi les questions clés soulevées par la partie chinoise au cours des entretiens. Xinhua 2 juin 2023

La réduction des risques n'est qu'un découplage déguisé - Xinhua 26 mai 2023

Le G7 dirigé par les Etats-Unis a achevé dimanche trois jours de réunion à Hiroshima, au Japon. Dans un communiqué publié à la hâte samedi, ses dirigeants ont déclaré qu'ils ne se "découplent" pas d'avec la Chine, mais qu'ils "*dé-risquaient*".

Ce terme élaboré, précédemment utilisé par les alliés européens des Etats-Unis dans leur politique à l'égard de la Chine, puis repris par les responsables américains, peut sembler plus doux. Mais comme l'ont révélé de nombreux sceptiques, l'hostilité fondamentale envers la Chine demeure.

Cette rhétorique glorifiée de découplage survient alors que Washington est confronté à de multiples difficultés économiques intérieures, allant d'un très possible défaut de paiement de la dette

américaine aux turbulences financières exacerbées par des hausses d'intérêts problématiques et l'effondrement soudain de plusieurs banques.

Le découplage d'avec le marché le plus prometteur et le plus dynamique du monde serait peu judicieux et insoutenable pour les entreprises américaines. Il en va de même pour les consommateurs américains. Avec des produits chinois abordables, ils peuvent éviter une crise plus grave du coût de la vie.

Les chiffres montrent également que le découplage d'avec la Chine va à l'encontre de la tendance. Les échanges de marchandises entre les Etats-Unis et la Chine ont atteint un nouveau record de 690,6 milliards de dollars en 2022, selon les données publiées en février par le Bureau américain d'analyse économique.

Dans ces circonstances, Washington a tenté d'embellir sa rhétorique sur le découplage, la rendant plus acceptable pour le public américain, en particulier pour les entreprises américaines. Ce changement de langage de la part de l'administration américaine reflète également son état d'esprit paradoxal. Tout en ayant besoin de la coopération de la Chine dans certains domaines, Washington veut continuer à l'endiguer.

En outre, ce nouveau terme à la mode illustre l'effort renouvelé des Etats-Unis de vouloir apaiser leurs alliés. Si le découplage va trop loin, il tirera non seulement l'économie américaine vers le bas, mais il éloignera également ses alliés, averti une tribune publiée par Politico.

Une récente étude d'un groupe de réflexion autrichien a estimé qu'en cas de découplage d'avec la Chine, l'Allemagne verrait son PIB chuter de 2% par an, ce qui équivaldrait à une perte de 60 milliards d'euros (environ 65 milliards de dollars).

En donnant à leur discours sévère un ton plus doux, les Etats-Unis cherchent à gérer la discorde avec leurs alliés.

Mais qu'on ne s'y trompe pas.

Un changement de mots ne signifie pas une différence d'action. En substance, la réduction des risques n'est guère différente du découplage.

Washington a intensifié son siège de la Chine dans le domaine des hautes technologies et ailleurs. Parmi les mesures prises récemment, citons l'avancement du projet de loi sur la concurrence avec la Chine 2.0, la discussion animée sur les chaînes d'approvisionnement dites résilientes des semi-conducteurs lors du sommet du G7, la promotion du "*friend shoring*" et la restriction des investissements américains en Chine.

Pour Washington et certains de ses alliés, les risques auxquels ils sont confrontés sont induits par la Chine et ce n'est qu'en la contenant qu'ils pourront les éliminer. Cette mentalité ridicule crée des risques réels pour le monde.

Récemment, Washington et certaines capitales occidentales ont sapé les règles internationales, incité à l'antagonisme idéologique, se sont engagées dans une confrontation de blocs, ont abusé de la position de monopole de leur monnaie pour imposer une juridiction au bras long et des sanctions unilatérales contre d'autres pays, exportant leur propre inflation et leurs propres crises financières vers d'autres parties du monde.

Les alliés de Washington pourraient penser qu'ils ont intérêt à suivre l'Amérique pour contenir la Chine. Mais les Etats-Unis ne pensent tellement qu'à eux que leurs alliés sont devenus "*moitié complices, moitié victimes*".

La loi américaine sur la réduction de l'inflation en est un exemple récent. En accordant des incitations et des allègements fiscaux aux entreprises qui produisent aux Etats-Unis, cette loi nuit gravement à l'Europe, dont les entreprises sont davantage tentées de délocaliser aux Etats-Unis.

Par rapport aux Etats-Unis, la Chine a apporté au monde des opportunités, de la coopération et de la stabilité. Selon l'Administration générale des douanes, le total des échanges de marchandises en Chine a atteint le chiffre record de 42.070 milliards de yuans (6.200 milliards de dollars) en 2022, soit une hausse de 7,7% par rapport à l'année précédente, ce qui la place en tête des pays du monde pour la sixième année consécutive.

La Chine est un partenaire commercial majeur de plus de 140 pays et régions. Le Fonds monétaire international prévoit que sa contribution à la croissance économique mondiale s'élèvera à plus d'un tiers cette année.

Il est clair que la soi-disant réduction des risques n'est qu'un nouveau prétexte inventé par Washington pour contenir la Chine. En jouant sur les mots, les Etats-Unis mettent en péril le développement de l'humanité. Washington doit être conscient qu'il est dangereux de s'engager plus avant dans cette voie.

Sénégal.

Sénégal: des violences éclatent à Dakar après la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko - BFMTV 2 juin 2023

Des violences ont éclaté ce jeudi à Dakar et au Sénégal après la condamnation de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, accusé de viols, à deux ans de prison ferme pour "*corruption de la jeunesse*", une peine qui compromet encore davantage sa candidature à la présidentielle de 2024.

Deux responsables policiers ont fait état auprès de l'AFP sous le couvert de l'anonymat de trois morts dans des manifestations à Ziguinchor (sud) et d'un policier tué à coups de pierres par des jeunes dans la banlieue de Dakar. Aucun officiel n'a confirmé publiquement ces informations.

Ousmane Sonko, adversaire le plus farouche du président Macky Sall, était absent au prononcé de l'arrêt, tout comme lors de son procès. Il est présumé être bloqué par les forces de sécurité chez lui dans la capitale, "*séquestré*" selon lui.

Mais, après deux ans d'une confrontation avec les autorités qui a tenu en haleine le pays, il peut désormais être arrêté "*à tout moment*", a dit à des journalistes le ministre de la Justice Ismaïla Madior Fall. Sans attendre une telle arrestation, les troubles redoutés avant le délibéré ont éclaté à Dakar et dans plusieurs villes.

L'université de Dakar a pris des airs de champ de bataille. Des groupes de jeunes ont affronté à coups de pierres les policiers ripostant à coups de gaz lacrymogènes. Plusieurs cars de la faculté de médecine, du département d'histoire et de la principale école de journalisme du pays ont été incendiés et des bureaux saccagés.

En dehors de ces foyers de violence, les rues de Dakar ont été désertées, spectacle rare dans une métropole grouillante. Des troubles ont été rapportés ailleurs dans le pays, en Casamance (sud), à Mbour et Kaolack (ouest) ou Saint-Louis (nord). BFMTV 2 juin 2023

Turquie.

L'OTAN a voté !

Election présidentielle en Turquie : avant le second tour, trois victimes de procès politiques confient leur "*profond espoir de changement*" - francetvinfo.fr 28 mai 2023

Turquie : Recep Tayyip Erdogan réélu président - Le HuffPost 29 mai 2023

Un peu plus de 64 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes.

Selon les résultats portant sur plus de 99,85% des bulletins, le chef de l'Etat a obtenu 52,16% des suffrages contre 47,84% au candidat social-démocrate Kemal Kiliçdaroglu.

Lors de ce second tour, le premier de la carrière politique d'Erdogan pour une élection présidentielle, ni le désir de changement et d'ouverture d'une partie de l'électorat, ni l'inflation sévère qui mine la Turquie, ni les restrictions aux libertés et l'hyperprésidentialisation d'un pouvoir qui a envoyé des dizaines de milliers d'opposants derrière les barreaux ou en exil, n'ont pesé face au désir de sécurité et de stabilité qui s'était déjà exprimé au premier tour.

Et les conséquences dramatiques du séisme survenu en février (au moins 50 000 morts et 3 millions de déplacés) n'ont pas été non plus un levier suffisant pour faire gagner Kemal Kiliçdaroglu. Le HuffPost et BFMTV 28 mai 2023

Revue de presse. Désinformation, manipulation de l'information et des consciences. Décryptage.

Message laconique.

Turquie : Recep Tayyip Erdogan réélu président - Le HuffPost

En Turquie, Erdogan réélu pour cinq ans - Courrier international 28 mai 2023

Alors qu'ils avaient exprimé le souhait de s'en débarrasser. (Dans la causerie du 24 mai)

Présidentielle en Turquie : la classe internationale félicite Erdogan pour sa victoire - Journal du Dimanche 28 mai 2023

Élection présidentielle en Turquie: Emmanuel Macron "*félicite*" Recep Tayyip Erdogan pour sa victoire - BFMTV 28 mai 2023

Après avoir affirmé que sa réélection n'était pas acquise.

Turquie : victoire sans surprise d'Erdogan, réélu président - LePoint.fr 28 mai 2023

Jusqu'à la dernière minute ils auront eu recours à la propagande au détriment de l'information

La Turquie suspendue a verdict des urnes après la fermeture des bureaux de vote - Le HuffPost 28 mai 2023

Après sa défaite face à Erdogan, Kiliçdaroglu se dit "*triste*" face "*aux difficultés qui attendent*" la Turquie - BFMTV 28 mai 2023

En Turquie, la victoire d'Erdogan tétanise la communauté LGBTQ+ - Le HuffPost 28 mai 2023

Et ils menacent !

Après la réélection d'Erdogan, l'opposition craint une nouvelle dérive autoritaire - Courrier international 29 mai 2023